



# Notice de cadrage du dossier d'enquête publique

## Projet Euro Rhein Ports – Commune d'Ottmarsheim

La présente notice est élaborée en application des articles L123-6 et R.123-8 du code de l'environnement

### 1. Objet de l'enquête

Les Ports de Mulhouse Rhin poursuivent leur développement avec l'aménagement du terminal sud du port d'Ottmarsheim. Ce terminal sera créé sur une parcelle portuaire actuellement non aménagée située à Ottmarsheim (68).

L'unité foncière concernée par le projet d'aménagement représente une superficie d'environ 24 ha.

La concrétisation de ce projet nécessite de mettre en compatibilité le Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Ottmarsheim et d'obtenir la délivrance d'un permis d'aménager.

Compte tenu de la superficie du projet, ce dernier rentre dans la nomenclature des projets soumis à évaluation environnementale au titre du code de l'environnement (cf L.122-1 et suivants et R122-1 et suivants du code de l'environnement).

La procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre de la déclaration de projet faisant également l'objet d'une procédure d'évaluation environnementale au titre des évaluations des plans et programmes, il a été décidé de mener une procédure d'évaluation environnementale commune (cf L122-14 et R122-27 du code de l'environnement).

La mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet est soumise à enquête publique en application de l'article L153-54 du code de l'urbanisme.

Le projet de demande de permis d'aménager est soumis à enquête publique en application de l'article L123-2 du code de l'environnement

**C'est pourquoi, la procédure d'enquête publique unique est retenue portant conjointement sur :**

- **La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Ottmarsheim**
- **Le permis d'aménager du projet**
- **La demande d'autorisation environnementale**

---

## 2. Présentation non technique du projet et de la mise en compatibilité du plan

Le projet d'aménagement comprend :

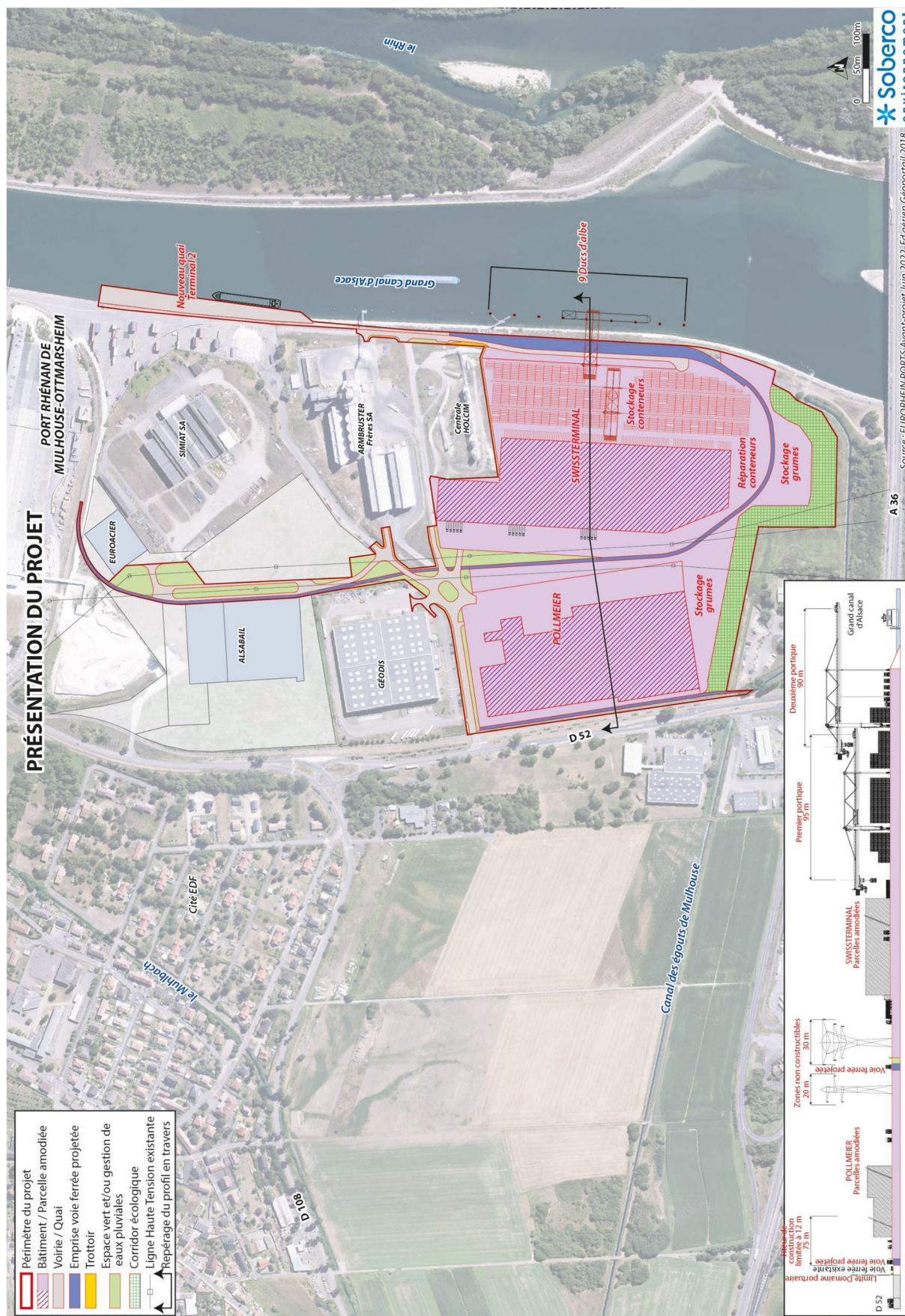
- La réalisation d'un giratoire sur la rue du Jura avec deux entrées vers les deux parcelles amodiées ;
- La réalisation d'un appontement par ducs d'albe ;
- La réalisation d'un quai Ro-Ro de 260 m sur le terminal 2 ;
- La réalisation d'un portique à containers,
- La réalisation d'un faisceau ferroviaire en complément de celui existant bord à quai de manière à pouvoir transborder directement des containers de navires sur des trains et inversement.

### Lot portuaire

Le lot Est d'une superficie d'environ 10 ha, disposera du bord à quai. Il sera destiné à un opérateur de terminal container. Il s'agit d'un entrepôt logistique de grande capacité (environ 40 000 m<sup>2</sup> envisagé), desservi par une voie ferrée interne, situé directement sur un terminal ferroviaire et fluvial avec une capacité de stockage de conteneurs pleins et vides d'environ 40 000 m<sup>2</sup>. L'arrivée des marchandises se fera essentiellement via la voie ferrée. Après conteneurisation, le départ se fera directement sur le site via la voie ferrée ou la voie fluviale. Il sera connecté au port existant via le chemin de halage du canal.

### Lot industriel

Le lot Ouest sera destiné à une installation industrielle. L'activité envisagée est une scierie industrielle avec 7 ha minimum pour le bâtiment et 1 ha pour le stockage de grumes : cette scierie permettra une valorisation directement sur le site (sciage, fabrication de produits « prêt à l'emploi ») du bois de hêtre (présence importante dans un rayon de 150 km et seule essence traitée dans cette nouvelle installation). Cette activité sera desservie directement par le terminal ferroviaire et en lien avec le terminal portuaire pour ses flux de matières.



### 3. Coordonnées des maîtres d'ouvrage

#### Maître d'ouvrage compétent pour mettre en compatibilité le PLU d'Ottmarsheim

Depuis le transfert de la compétence « Plan local d'urbanisme » (par délibération du conseil communautaire du 20/05/2019 avec prise d'effet le 01/01/2020) c'est la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération qui est compétente pour engager et approuver les procédures d'évolution des PLU des communes membres.

Par délibération en date du 31 janvier 2022, le Conseil d'Agglomération a prescrit le lancement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune d'Ottmarsheim avec le projet d'aménagement du Terminal Sud du Port d'Ottmarsheim.

Les coordonnées de la personne publique responsable de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sont les suivantes :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION2 rue Pierre et Marie Curie

68948 Mulhouse Cedex 9

03 89 33 79 79

#### Maître d'ouvrage du projet Euro Rhein Ports

La demande de permis d'aménager concernant le projet d'aménagement du Terminal Sud du Port d'Ottmarsheim est porté par la société *Euro Rhein Ports* :

<b>Raison sociale :</b>	EURO RHEIN PORTS
<b>Forme juridique :</b>	SA à conseil d'administration
<b>Siège social / adresse du site d'exploitation</b>	8 RUE DU 17 NOVEMBRE 68100 MULHOUSE
<b>Capital :</b>	37 000 €
<b>N°SIREN :</b>	900406646
<b>N°SIRET :</b>	90040664600019
<b>Activité – Code Naf :</b>	Services auxiliaires des transports par eau (5222Z)
<b>Directeur d'établissement :</b>	Gilbert STIMPFLIN, Président Directeur Général

---

## 4. Rappel réglementaire sur la composition du dossier d'enquête

### Article R123-8 du code de l'environnement :

*« Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.*

*Le dossier comprend au moins :*

*1° Lorsqu'ils sont requis :*

*a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;*

*b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R. 122-3-1 ;*

*c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1, le cas échéant, au III de l'article L. 122-1-1, à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;*

*2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;*

*3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;*

*4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;*

*5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13 ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L. 121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;*

*6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;*

*7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article R. 122-10 ou des consultations avec un Etat*

*frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signée à Espoo prévues à l'article R. 515-85.*

*L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5. »*

---

## 5.Composition du dossier d'enquête publique unique

En plus, de la présente note de cadrage, le dossier d'enquête publique unique comprend notamment :

- La délibération engageant la procédure et définissant les modalités de concertation avec la population en application de l'article L103-2 du code de l'urbanisme
- La délibération de M2A tirant le bilan de la concertation et le bilan de la concertation annexé
- L'arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique ;
- Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Ottmarsheim ;
- Le dossier de demande de permis d'aménager du projet ;
- L'avis de l'autorité environnementale (Ae) portant sur le projet et le plan (avis conjoint pour la mise en compatibilité du PLU et la demande de permis d'aménager) ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis l'Ae (cf arti. R123-8 1° du CE) ;
- Le compte rendu de la réunion d'examen conjoint de la déclaration de projet ;
- Le dossier de La demande d'autorisation environnementale (DAEnv).

### Pièces de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Ottmarsheim comprend les pièces suivantes :

1. Notice de présentation :
  - 1.a. Rapport justificatif et évaluation environnementale
  - 1.b. Détail des mesures environnementales mises en place pour le projet
  - 1.c. Résumé non technique de l'évaluation environnementale du projet
  - 1.d. Description des méthodes de conception et d'évaluation environnementale projet
2. Orientations d'Aménagement et de Programmation mises en compatibilités :
  - 2.a. OAP urbaines mises en compatibilité
  - 2.b. OAP Paysage et trame verte et bleue mises en compatibilité
3. Règlement écrit mis en compatibilité
4. Règlement graphique :
  - 4.a. Hauteur des constructions le long de la bande rhénane – document mis en compatibilité

---

## 6. Mention des textes qui régissent l'enquête publique

### La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Ottmarsheim

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération est compétente en matière d'urbanisme sur le territoire d'Ottmarsheim.

La déclaration de projet d'une opération incompatible avec les dispositions d'un PLU ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par les articles L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme.

Le choix a été fait de procéder à une procédure commune d'évaluation environnementale, portant à la fois sur l'évaluation environnementale du projet et sur celle de la mise en compatibilité du PLU (articles L.122-14 et R.122-27 du Code de l'Environnement).

### Évaluation environnementale systématique des projets sur des terrains supérieurs à 10 ha

Le permis d'aménager est soumis à évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 du Code de l'Environnement en raison d'un terrain d'assiette supérieur ou égal à 10 ha (environ 24 ha).

La présence dans le projet d'un port de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes est également soumis à évaluation environnementale. Les deux rubriques 39 b et 9a de la nomenclature des opérations soumises à évaluation environnementale annexée à l'article R122-1 du code de l'environnement.

### Mention des principaux textes régissant l'enquête publique unique

Code de l'environnement Livre Ier et Livre II et notamment :

- Articles L121-1 à L123-19 et R123-1 à R123-27 relatifs à la procédure et à l'organisation des enquêtes publiques
- Enquête publique unique : article L123-6 et L.181-10
- Contenu du dossier d'enquête publique : R123-8

Code de l'urbanisme Livre Ier et Livre III et notamment :

- Articles L153-54 et L153-55, R153-15 pour la mise en compatibilité du PLU.
- Article R.423-57 pour la demande de permis d'aménager

---

## 7. Insertion de l'enquête dans la procédure administrative

### Autorité compétente pour organiser l'enquête publique et délivrer l'autorisation environnementale

L'enquête publique unique est organisée par le préfet, autorité compétente pour délivrer l'autorisation environnementale (cf L181-10 CE).

### Autorités compétentes pour se prononcer à l'issue de l'enquête publique

Le préfet est compétent pour délivrer l'autorisation environnementale.

Le conseil d'agglomération de M2A est compétent pour approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du P.L.U. d'Ottmarsheim.

Le maire d'Ottmarsheim est compétent pour délivrer le permis d'aménager au nom de la commune.

---

## 8. Autres procédures de demandes d'autorisation

La société *Euro Rhein Ports* a déposé le 29 juillet 2022 un dossier de demande d'autorisation environnementale (DAE), concernant le projet Aménagement du Terminal Sud d'Ottmarsheim.

Ce dossier de DAE comprend notamment un dossier loi sur l'eau et un dossier de demande de dérogation espèces protégées.

L'étude d'impact du projet rédigée dans le cadre de cette DAE est reprise dans la présente notice de présentation du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.